

04 avr 2022 -17:46

Rapport du GIEC : « L'inaction est coûteuse en termes de vies humaines et sur le plan économique »

Alors que la crise énergétique pousse à une gestion de l'urgence dans l'urgence, le GIEC, par son nouveau rapport, nous rappelle qu'il en est une autre : l'urgence climatique. Après les deux premiers rapports qui portaient sur la façon dont la pollution par les gaz à effet de serre réchauffe la planète et sur ce que cela signifie pour la vie sur Terre, ce troisième et dernier rapport est axé sur l'atténuation du changement climatique, soit sur les mesures à prendre pour freiner le changement climatique.

Couplé aux rapports précédents, ce rapport nous rappelle qu'il faut aller plus vite et plus loin. Les engagements actuels des États nous placent sur une trajectoire catastrophique, bien au-delà de l'augmentation des 2 degrés. Le GIEC salue les engagements pour la neutralité en carbone en 2050 de l'Europe et d'autres États, mais rappelle l'importance, d'abord et avant tout, d'atteindre la cible de 2030, c'est-à-dire une réduction de 45% des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial. Pour la Belgique, cela doit se traduire au minimum par notre engagement dans le FitFor55 qui vise à une réduction des émissions européennes de 55%.

Depuis la dernière série de rapports d'évaluation du GIEC il y a huit ans, les émissions de gaz à effet de serre ont continué à augmenter ainsi que les températures. Selon les scientifiques, il faudrait réduire de moitié les GES pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degrés. « *Cela nécessitera une suppression progressive de toute utilisation de combustibles fossiles mais également de transformer les systèmes énergétiques, industriels, de transport, les villes, les bâtiments... C'est ambitieux mais possible. C'est ce que le GIEC nous dit pour le monde. C'est aussi les conclusions d'une étude pour la Belgique que j'ai présentée l'année dernière sur la vision à 2050 et sur les différents scénarios vers la neutralité climatique en 2050* », commente la Ministre Fédérale du Climat, Zakia Khattabi.

Le GIEC a rappelé à nouveau la responsabilité des pays riches qui sont ceux qui contribuent le plus à la crise climatique, mais qui en sont le moins affectés. Outre l'obligation de faire leur juste part dans l'effort mondial pour réduire les émissions, la nécessité d'augmenter considérablement les investissements et de financer le climat dans les pays en développement et les pays les plus pauvres a été rappelée.

La guerre en Ukraine nous incite, nous les pays occidentaux, à revoir de toute urgence la question de l'énergie. A la lecture du rapport du GIEC, il est clair que cette nécessité de nous affranchir rapidement du pétrole et du gaz russes doit être utilisée comme un déclencheur pour nous affranchir plus rapidement de l'ensemble des énergies fossiles. Il faut lutter contre les tentations de retourner vers les énergies les plus polluantes.

Ce rapport est une nouvelle sonnette d'alarme mais également un guide reprenant les instruments, les leviers qu'il faut opérer pour atteindre les cibles. « *Je ne suis pas surprise des tendances qui s'y*

dessinent. Les politiques et mesures mises en place au niveau fédéral, dans le cadre de la gouvernance climatique instaurée l'année dernière vont dans ce sens avec entre autres une augmentation du financement climatique pour les pays les plus pauvres, des mesures de transitions énergétiques , de transition vers une économie circulaire... », poursuit Zakia Khattabi.

Il est encore possible de changer le cours des choses, en activant tous les leviers d'une économie à faible émission de carbone et en repensant nos modèles de production et de consommation. « *Car nous savons que non seulement l'inaction est coûteuse sur le plan économique, elle l'est aussi en termes de vies humaines* », conclut la Ministre.

Zakia Khattabi, ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du Green Deal
Tour des Finances
Boulevard du Jardin botanique, 50 - 5e étage
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 220 20 11
<https://khattabi.belgium.be>
info@Khattabi.fed.be

Pascal Devos
Porte-parole
+32 478 34 23 77
pascal.devos@khattabi.fed.be